

## "Remettre à plat les postes de dépenses de l'Union européenne" dans La Voix du Luxembourg (18 juin 2005)

**Légende:** Dans un article paru le 18 juin 2005 dans le quotidien La Voix du Luxembourg, Douglas Alexander, alors ministre britannique délégué aux Affaires européennes considère que le temps est venu de repenser la politique de dépenses de l'Union.

**Source:** La Voix du Luxembourg. 18.06.2005. Luxembourg: Saint-Paul Luxembourg S.A.

**Copyright:** (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"remettre\\_a\\_plat\\_les\\_postes\\_de\\_depenses\\_de\\_l\\_union\\_europeenne"\\_dans\\_la\\_voix\\_du\\_luxembourg\\_18\\_juin\\_2005-fr-9b639350-02b9-4555-b450-6f9286519a3f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## *Le budget de l'Union européenne*

### **Remettre à plat les postes de dépenses de l'Union européenne**

par Douglas Alexander, ministre britannique délégué aux Affaires européennes

**Les questions d'argent font toujours couler beaucoup d'encre. Les tractations engagées sur le budget de l'Union européenne ont redonné des couleurs à l'Europe après la tache d'ombre portée par les interrogations sur l'avenir de la Constitution européenne.**

En fait, le débat ouvert sur le budget de l'Union – ce qu'elle doit financer et à quelle hauteur – recouvre les mêmes questions que celles qui ont été au cœur des scrutins organisés en France et aux Pays-Bas. Comment l'Europe peut-elle répondre au défi de la mondialisation? Comment la rendre plus compétitive, plus juste et plus proche des attentes des citoyens? L'argent du contribuable n'est pas la solution. Il est temps d'engager une vraie réflexion.

L'Europe peut-elle continuer à dépenser 40 % de son budget sur l'agriculture, un secteur qui n'emploie que 5 % de la population active de l'Union?

Comment peut-on subventionner chaque vache de l'Union à hauteur de 2 euros par jour, dans un monde où un milliard d'habitants vivent avec moins de la moitié, et où les besoins d'investissement dans la recherche et l'innovation en Europe n'ont jamais été aussi grands?

L'agriculture n'est cependant pas seule en cause.

L'Europe, comme les pays qui la composent, a une tradition de solidarité bien ancrée, dont nous bénéficions tous, car elle est facteur de croissance, de conquête de marchés et d'ouverture de débouchés.

Cela étant, aucun système de solidarité ne peut asseoir son financement futur sur son financement passé.

D'après les propositions actuellement à l'étude à Bruxelles, près de la moitié des crédits des fonds de cohésion et des fonds structurels iront aux anciens États membres et non aux nouveaux, la France étant mieux lotie que la Pologne.

La Belgique se taillera la part du lion, puisqu'elle recueillera plus par tête d'habitant qu'aucun des dix nouveaux États membres. Si l'on veut que la solidarité européenne soit plus qu'un vœu pieu, ne doit-on pas faire en sorte que le nouveau budget remédie à de telles anomalies?

#### **Question d'équité**

Je ne saurais passer sous silence le «rabais» britannique, qui a fait la une des journaux la semaine dernière, sans toutefois que tous en comprennent bien le bienfondé: la simple équité que je viens d'évoquer et qui devrait être de mise pour l'ensemble du budget européen. Même après ce correctif, la contribution nette de la Grande-Bretagne au budget de l'Union a été plus de deux fois supérieure à celle de la France et de l'Italie ces vingt dernières années; or il s'agit là d'économies tout à fait comparables à celle de la Grande-Bretagne. Si ce rabais n'existait pas, nous aurions versé plus de dix fois plus au pot commun.

C'est en ces termes que le Conseil européen a justifié sa position quand le mécanisme de correction britannique a été adopté à Fontainebleau en 1984: «La politique des dépenses est à terme le moyen essentiel de résoudre la question des déséquilibres budgétaires.» En d'autres termes, le meilleur moyen de résoudre les déséquilibres actuels n'est pas de supprimer le «rabais» britannique mais de remettre totalement à plat les postes de dépenses de l'Union. C'est la raison pour laquelle nous avons fait savoir que nous ne céderions pas tant que perdurent les déséquilibres des dépenses qui justifient ce «chèque».

Deuxième contributeur net après l'Allemagne, la Grande-Bretagne continuera de prendre plus que sa part du financement des politiques communes de l'Union, que le nouveau budget européen soit arrêté ou non cette semaine.

Nous voulons aussi que cette négociation ouvre la voie à un nouveau débat sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre plus efficace, plus juste et plus responsable l'utilisation qui est faite de l'argent du contribuable européen.

C'est une réflexion capitale à engager compte tenu des énormes chantiers dont dépend notre avenir commun.